

---

nouveaux enjeux sociétaux. Comme le mentionnent les auteurs, ce chapitre vise à établir les balises servant à mieux prendre en compte les mouvements sociaux ayant pris forme à partir des années 80.

Avec le chapitre 2, les auteurs brossent un tableau, qu'ils reconnaissent un peu rapide, des actions collectives de la ville du Sieur de Maisonneuve. Ils en dégagent que ces actions ont des racines qui se sont développées assez loin dans le temps. Également, ils jugent utile de souligner que les actions décrites visaient non seulement l'État en formation et le capital en structuration, mais aussi et surtout les administrations municipales et plus spécifiquement celles de Montréal. Le chapitre suivant, il fallait s'y attendre, traite de la crise du fordisme, de la mondialisation qui l'accompagne, de la reconfiguration de l'État-nation, décennie après décennie, le tout s'appuyant à nouveau sur une documentation qui se veut rigoureuse.

On entre dans le vif du sujet avec le chapitre 4 intitulé Actions collectives et justice sociale. On y trouve une sorte de répertoire d'actions conflictuelles à objectifs multiples, soit, par exemple, le déménagement projeté de l'hôpital Hôtel-Dieu et l'opposition à la relocalisation du Casino de Montréal. Si on reconnaît le peu de succès remporté par le lobbying en faveur des logements sociaux, par ailleurs on évalue d'un meilleur œil les luttes contre les réformes des programmes d'assurance-chômage et d'assistance sociale puisqu'au final des mesures pour les atténuer ont été apportées. Enfin avec le dernier chapitre, c'est l'environnement qui occupe le haut du pavé. On s'interroge ici sur l'importance relative qu'occupent les enjeux environnementaux. Sont-ils plus importants au Québec qu'ailleurs? La réponse vient encore une fois à travers le cas montréalais. En effet, la métropole du Québec fait preuve d'une sensibilité particulière envers des causes touchant les espaces verts et la gestion de l'eau qui à eux seuls représentent les deux tiers des dossiers répertoriés. La démolition (tant souhaitée) de la plaie urbaine que constituait l'échangeur des Pins au pied du Mont-Royal sert d'exemple de succès. Peut-on en dire autant avec le sempiternel problème de l'élargissement de la rue Notre-Dame. Oui, les mouvements populaires impliqués sont

parvenus à ce jour à préserver un insoutenable statu quo, mais faut-il s'en réjouir?

Et c'est ici que des réserves s'imposent de la part du lecteur bien conscient des préjugés favorables qu'ont toujours su entretenir les auteurs envers le «développement communautaire» ou de tout ce qui émane d'une certaine base militante (les fameux grass-root). On pourrait évoquer ici la participation citoyenne comme mode d'expression idéalisé des pratiques démocratiques. Or, si les auteurs en entrée de jeu admettent que l'expression «mouvement populaire» s'utilise à plusieurs sauces (type expression valise), ils évitent d'en faire une analyse critique préférant adopter un mode apologique. Le lecteur cherchera en vain toute allusion à cet immobilisme qui marque si bien l'évolution (ou son absence) de Montréal depuis plusieurs années. On sait que des groupuscules, qui ne représentent souvent qu'une poignée de membres, chapeautent leur organisme d'une pompeuse appellation susceptible de retenir l'attention des médias et parviennent trop souvent à mettre un frein à des initiatives qui répondent à un besoin réel. Enfin, peut-on en vouloir aux auteurs leur parti-pris en faveur d'un type d'organisations qui leur ont permis d'asseoir leur réputation? L'important c'est qu'ils ne manquent pas d'intérêt en faisant œuvre utile.

**André Joyal**  
**Membre du Centre de recherche en**  
**développement territorial**

\*\*\*

**Benoît Lévesque, Jean-Marc Fontan et Juan-Luis Klein, (sous la dir. de), L'innovation sociale: Les marches d'une construction théorique et pratique, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014, 451 p.**

Les responsables de cet imposant volume sont familiers aux lecteurs d'O&T soit par leurs contributions passées ou par leurs ouvrages que j'ai eu l'opportunité de présenter dans ces pages. Cet ouvrage a fait l'objet d'un lancement lors d'un impressionnant colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) au

---

début d'avril dernier<sup>1</sup>. Il se veut un hommage à Benoit Lévesque, professeur émérite à l'UQAM également professeur associé à l'École nationale d'administration publique, cofondateur du CRISES et ex-directeur de l'ARUC en économie sociale. Étant un auteur très prolifique, l'ouvrage contient un ensemble de ses textes parmi les plus importants publiés ces 25 dernières années et répartis ici de façon chronologique en quatre parties bien distinctes. Celles-ci ont comme toile de fond la double préoccupation de l'innovation sociale à savoir la production d'outils théoriques et méthodologiques et une production susceptible de favoriser le changement social. On comprendra ainsi que l'ouvrage intéressera à la fois les professeurs-chercheurs que les acteurs de terrain engagés au sein de différents collectifs reliés à l'économie sociale.

La 1<sup>re</sup> partie : La construction théorique : les bases fondatrices plonge le lecteur au début des années 90 à la faveur de textes que B. Lévesque a rédigés en collaboration avec son collègue R. Bélanger formant ainsi un duo familial aux universitaires de ma génération oeuvrant en sciences sociales. Le tout débute avec une présentation de la théorie de la régulation mise de l'avant par l'école française du même nom à la fin des années 70. Vient ensuite un texte sur le mouvement populaire et communautaire tel qu'il a évolué au Québec à partir du milieu des années 60. Avant de parler d'économie sociale, certains se rappelleront, on parlait de développement communautaire, on pense ici au Bas-St-Laurent et à la Gaspésie dans la foulée du BAEQ et le dynamisme particulier provoqué par les célèbres Opérations Dignité. Viendra par la suite la création à Montréal des premières CDÉC (corporations de développement économique et communautaire) qui ne tarderont pas à s'étendre à travers le Québec. Et, on en arrivera à parler de développement local marqué pas une finalité à la fois sociale et économique. Cette partie se termine par un chapitre portant sur les SPL (systèmes de production localisés) identifiés ici par l'expression « systèmes industriels localisés ». Un tableau présente les caractéristiques des trois principaux modèles mis de l'avant par la littérature de l'époque.

---

<sup>1</sup> Plus de 500 participants venant, entre autres, de plusieurs pays européens et d'Amérique latine.

La 2<sup>e</sup> partie L'économie sociale : le tremplin d'une nouvelle perspective permet de plonger dans le vif du sujet avec en entrée de jeu un texte récent de B. Lévesque et de M. J. Bouchard qui, en présentant les travaux du CRISES, en profitent pour définir leur conception de l'innovation sociale. Ils y voient une intervention initiée par des acteurs sociaux en vue de satisfaire certains besoins à travers de nouvelles orientations culturelles (je simplifie, car leur définition est plus compliquée...). Mes collègues UQAMiens identifient quatre types d'innovations sociales à savoir : les rapports de production, les rapports de consommation, les rapports entre entreprises, et enfin, les nouvelles formes de gouvernance (celles se rapportant au fonctionnement des CDÉC). Mais, bien sûr, nos auteurs ne pouvaient éviter de définir l'économie sociale. Ils se rapportent ici à la définition retenue par le Chantier sur l'économie et l'emploi qui a connu la gloire (!) lors du fameux sommet socio-économique de 1996 et qui donnera lieu au Chantier de l'économie sociale toujours dirigé par la pionnière et infatigable (voire incontournable) Nancy Neamtan. On en arrivera rapidement à évoquer le « modèle » québécois d'économie sociale caractérisé par un ensemble d'éléments qui lui donnent une configuration relativement originale tout en ayant beaucoup de traits communs avec ce qui s'observe dans d'autres pays.

Suite à un texte in solo, B. Lévesque collabore cette fois avec une autre thuriféraire de l'économie sociale, M. Mendel de l'Université Concordia. En abordant (à nouveau) l'approche théorique et historique du concept de l'économie sociale, il faut s'attendre à des répétitions qui peuvent cependant s'avérer utiles pour les non-initiés, les répétitions étant à la base de toute stratégie pédagogique. Mais, je doute que ce soit ici l'intention visée par les responsables de cet ouvrage...

La 3<sup>e</sup> partie Les applications sectorielles et transversales débute par un texte traitant de l'innovation telle que vue au sein de la science économique. Vient ensuite un texte particulièrement captivant, à nouveau in solo qui a fait l'objet d'un chapitre de l'important ouvrage collectif de G. Massicotte Sciences du territoire que j'ai recensé dans le volume 18, n° 2 d'O&T. B. Lévesque traite ici de la « nouvelle sociologie économique ». Et, il en profite pour expliquer que

---

l'économie sociale est plurielle, une précision toujours utile pour ceux qui l'ignorerait. Suit un autre texte in solo traitant de l'économie sociale et les services de garde à la petite enfance ce fleuron de l'économie sociale que l'on doit à celle qui fut la première femme à accéder à la plus haute responsabilité publique du Québec.

La 4<sup>e</sup> partie Vers un nouveau modèle débute avec cette fois une collaboration avec G. L. Bourque, un ancien doctorant de B. Lévesque dont la thèse portait justement sur le modèle québécois de développement. Le paradigme émergent du développement durable se trouve ici évoqué en faisant allusion aux défis qui s'imposent aux acteurs individuels et collectifs. In solo, encore une fois, B. Lévesque dans un chapitre subséquent développe, entre autres choses, le concept de gouvernance partagée.

L'ouvrage se termine par une bibliographie de pas moins de 50 pages. Oui tout y passe ou presque, suivi d'un index onomastique (relatif au nom propre : merci Google) où l'auteur de ses lignes se retrouve pour ses écrits d'une autre époque portant sur les entreprises alternatives alors que son Bilan sur l'économie sociale est royalement ignoré<sup>2</sup>, pas grave. On retiendra que lecteur intéressé par l'économie sociale se voit offrir ici un recueil de textes dont la lecture lui fournira une somme précieuse d'information venant d'un auteur qui, au Québec, a vraiment marqué sa spécialité.

**André Joyal**  
**Chercheur associé au CRDT et à l'INRPME**

---

<sup>2</sup> Pour les intéressés voir *L'économie sociale : un bilan québécois*, Montréal, Île de la Tortue, 1999.